

13073
IX S

M. le Docteur Ziemiakowski

C 2284

LE
POUVOIR TEMPOREL
DES
PAPES
ET
LE ROI DE PRUSSE;

PAR
H. DE SAUCLÈRES.

VIENNE.
CHEZ L. CH. ZAMARSKI, LIBRAIRE-ÉDITEUR.
AVRIL 1871.

LE
POUVOIR TEMPOREL
DES
PAPES
ET
LE ROI DE PRUSSE;

PAR

H. DE SAUCLÈRES.



13073
IX S.

VIENNE.

CHEZ L. CH. ZAMARSKI, LIBRAIRE-ÉDITEUR.

AVRIL 1871.



3.

2011-03-08

B2 57009
643056 III

C-2284

LE
POUVOIR TEMPOREL
DES
PAPES
ET
LE ROI DE PRUSSE.

Bien des catholiques s'imaginent que le roi de Prusse, après avoir conclu la paix avec la France, fait son entrée triomphale à Berlin et ouvert le parlement de l'empire d'Allemagne(1), s'en ira guerroyer en Italie et rétablir le Pape dans ses Etats, sinon par amour pour l'Église et la

(1) Il est bon de faire remarquer ici que le roi de Prusse, dans son discours d'ouverture des Chambres allemandes, (20 mars 1871), n'a pas dit un seul mot du Saint-Père, ni directement, ni indirectement. Cela nous paraît très significatif; c'est au moins une preuve morale que Sa Majesté impériale et royale protestante n'a nullement l'intention de se brouiller avec l'Italie, à propos de la brutale conquête de Rome.

Papauté, du moins pour se faire grand comme Charlemagne, en frappant de son épée les irréconciliables ennemis de Rome et de Pie IX. L'orgueil de la victoire a quelquefois son ivresse comme le vin. Et à l'appui de cette étrange opinion, les mêmes catholiques nous citent bien des faits, qui témoigneraient des prétendues espérances de Pie IX et de ses relations amicales avec le nouvel empereur d'Allemagne, avec ce roi fanatique et piétiste, qui se croit appelé de Dieu, sans doute à l'instar d'Attila, pour étendre ses conquêtes et porter la destruction aux quatre horizons de l'Europe.

Le Pape, nous disent avec un imperturbable sang-froid ces naïfs catholiques, aurait dernièrement adressé au roi Guillaume une lettre de félicitation à l'occasion de la dignité impériale, dont Sa Majesté prussienne vient d'être revêtue; il aurait même envoyé à Versailles des *Ablégats* pour solliciter un secours, depuis longtemps promis, contre l'usurpateur de son pouvoir temporel. On sait aujourd'hui que ces deux nouvelles à haute sensation étaient fausses: plusieurs journaux de Rome les ont officiellement démenties. D'autre part, l'habile comédie, jouée avec l'autorisation de M. le duc de Bismark par le baron d'Arnim, ministre du roi de Prusse à Rome, et commentée avec une certaine adresse par toutes les gazettes luthériennes d'Allemagne, a paru aux susdits catholiques comme une preuve irréfragable des bonnes intentions de Sa Majesté l'empereur et roi envers le Souverain-Pontife odieusement dépouillé.

Et nos pieux rêveurs se disaient mystérieusement à l'oreille, après chaque victoire prussienne: „Tout va bien. „Guillaume, vainqueur de la France, brisera l'unité de „l'Italie et rétablira Pie IX dans ses Etats“. Leurs illusions sont même encore aujourd'hui si grandes, surtout parmi les catholiques d'Allemagne, qu'ils voient déjà leur auguste empereur converti et couronné par le Pape dans a Basi-

lique de Saint-Pierre. Ils n'ont donc pas vu le baron d'Arnim, quatre jours avant l'attaque de Rome (17 septembre), se rendre auprès du général Cadorna pour lui offrir ses *services personnels* (1) et lui dire peut-être cette parole de Napoléon à Cialdini, en 1860: „Mais, surtout, faites vite?“ Ils ont donc oublié que ce fut le même ministre prussien qui alla le premier, et même le seul de tous les diplomates accrédités près le Saint-Siège, présenter ses très humbles hommages au prince Humbert dans le palais du Quirinal? Et ils ne savent donc pas ce qui s'est passé au Corso de Rome pendant les derniers jours du carnaval? Aucun ambassadeur n'était présent à la fête. Le baron d'Arnim seul se trouvait à un balcon de la place San-Carlo, regardant passer avec un plaisir tout luthérien la sacrilège parodie du *Pape Infaillible* et jetant des bouquets à son voisin le prince Humbert, qui lui en jetait aussi. Etait-ce là un commencement de guerre beaucoup plus sérieuse ou bien une preuve d'entente borusso-italienne, une coquetterie entre deux alliés? Les bons *patriotes* applaudissaient du geste et de la voix, et ils criaient avec un enthousiasme frénétique: „Vive l'empereur Guillaume!“ Quant aux catholiques italiens, qui ont un peu trop naïvement compté sur un secours de la Prusse, ils sont à cette heure consternés, dit une lettre de Rome publiée dernièrement par la *Correspondance* Havas. Cette petite guerre à coups de bouquets ne leur présage rien de bon.

Mais laissons les intrigues bismarquistes à ceux qui ne veulent rien comprendre, ni rien voir, et démontrons que le roi Guillaume ou son premier ministre n'a jamais eu l'intention de déclarer la guerre à l'Italie pour rétablir le Pape dans son pouvoir temporel, quoiqu'il répugne à la raison de discuter une utopie, une absurdité.

(1) Voir tous les journaux italiens et prussiens de cette époque.

Et d'abord, nous ferons remarquer que l'unité de l'Italie, qui a rendu un si grand service à la Prusse en 1866, est devenue presque indispensable aux desseins politiques de M. le duc de Bismark. C'est comme une épée de Damoclès suspendue sur l'Autriche et tout à la fois un boulet de gros calibre attaché aux pieds de la France. Le roi Guillaume avait bien fait quelque difficulté, en 1862, pour reconnaître cette chose inique et odieuse, cette œuvre ténébreuse conçue par l'intrigue, ourdie par l'astuce, consommée par la violence et la trahison, qui s'appelle *Royaume d'Italie*; il avait bien eu quelque répugnance, peut-être une fausse honte à compter parmi les Etats honnêtes ce royaume que le baron de Schleinitz avait si énergiquement flétri, le 13 septembre 1860, dans une Note adressée au comte Brassier de Saint-Simon, ministre du roi de Prusse près la Cour de Turin. Pourtant le scandale de cette reconnaissance eut lieu, grâce à l'inepte politique du Gouvernement français, et nous savons tout le parti que M. le duc de Bismark en a tiré. L'Autriche a été vaincue, après sept jours de combats, et la France vient d'être écrasée par un brutal vainqueur, après sept mois d'une lutte pleine d'ineptie, d'héroïsme et de trahison. Quant à l'ex-démocrate couronné il expie fort doucement à cette heure les fautes et les turpitudes d'un règne malheureusement trop long. C'est à l'unité de l'Italie, à cette fatale unité seule, que l'Autriche et la France doivent leurs derniers malheurs; la Prusse lui doit ses récentes conquêtes et sa prodigieuse élévation. L'unité de l'Allemagne, disons-le hardiment, ne se serait jamais faite, ni par la diplomatie, ni par les armes, si l'unité de l'Italie n'avait pas existé. Tout cela nous paraît incontestable.

Eh! bien, comment peut-on supposer que le roi de Prusse s'en ira bénévolement porter la guerre dans un Etat, qui lui a été et qui peut encore lui être si utile, soit

dans un nouveau conflit avec la France, soit pour compléter l'unité de l'empire allemand? Ce serait une politique d'insensé. M. le duc de Bismark n'est pas capable de commettre une pareille faute, quoique nous lui supposions moins de véritable habileté que de rouerie(1). Nous ne parlons pas de son empereur, qui n'a ni grandeur d'âme, ni génie; c'est un médiocre roi, conduit par son premier ministre et conduisant lui-même des machines au pillage, à l'incendie des villes ou aux batailles; il irait délivrer le Pape ou le Grand-Turc, si Bismark le voulait.

Mais ce n'est pas tout. Les deux alliées de 1866 sont restées fidèles à leur ténébreuse alliance, pendant les combats de 1870. On dirait qu'elles s'aident mutuellement en leurs malhonnêtes exploits. Quelques rapprochements de dates suffiront pour le démontrer.

Pendant que le roi de Prusse marchait rapidement à la guerre, ourdie de longue main par Bismark, et que Napoléon faisait secrètement annoncer au Cabinet de Florence qu'il allait retirer ses troupes de Rome, M. Visconti-Venosta, interpellé par quatre Italianissimes sur cette question, se contentait de répondre que toute discussion sur la politique étrangère était inopportune en ce moment, et que les auteurs de l'interpellation auraient bientôt lieu d'être satisfaits. Et M. le ministre italien ajoutait: „Le „Gouvernement ne croit pas que le moment soit opportun „pour soulever une pareille question. Le Cabinet demande

(1) Les conditions de paix que M. le duc de Bismark vient de dicter à la France prouvent l'orgueil insolent de cet homme d'Etat; elles ne témoignent pas en faveur de sa prétendue habileté. La véritable habileté consiste à fonder quelque chose de stable. Or, la paix, qui va être définitivement signée à Bruxelles, ne sera qu'une simple halte au milieu des batailles; et le nouvel empire d'Allemagne pourrait très bien s'écrouler au premier choc des peuples, comme un château bâti sur le sable, à moins que le césarisme protestant ne doive s'établir en Germanie pour la punition des libéraux. Quant à M. le duc de Bismark, il paraît grand, parce que tous les hommes d'Etat modernes sont très petits.

„une liberté d'action proportionnée à sa responsabilité. „J'engage donc vivement la Chambre à renoncer à toute „discussion.“ La Chambre, obéissant à la voix du ministre, ne permit pas au député Micelli de développer son interpellation. Ceci se passait le 11 juillet 1870. M. Visconti-Venosta était peut-être déjà sûr de pouvoir faire entrer prochainement les troupes italiennes à Rome, au bruit des victoires borusso-allemandes. Quelques coups de canon devaient suffire pour enfoncer les portes de la cité des Papes, lorsqu'elle ne serait plus sous la protection du drapeau français. Il était donc forcé de se taire, pour ne pas éventer tout à la fois ses intrigues avec Bismark et ses projets; mais il armait fort secrètement ses légions, pour aller conquérir Rome sur un faible vieillard, abandonné par toutes les puissances catholiques et à peine défendu par quelques vaillants soldats.

Dans une autre séance, tenue quatre jours après, M. Laporta interpelle le Gouvernement italien pour connaître la ligne de conduite qu'il va suivre dans le conflit franco-prussien. En l'absence de M. Visconti-Venosta, le ministre Lanza se borne à dire qu'il ne peut pas répondre à cette question, mais qu'il en confèrera avec M. le ministre des affaires étrangères pour savoir s'il doit faire connaître la ligne de conduite suivie par le Cabinet. La guerre était désormais certaine; la victoire ne l'était pas, c'est ce qui explique cette parole de M. Visconti-Venosta: „Nous „conservons, comme les autres puissances, une politique „d'observation.“ L'allié de 1866 ne pouvait pas, en effet, révéler au monde que Rome serait bientôt la récompense de sa neutralité ou plutôt de sa lâche attitude dans le conflit franco-prussien. Mais comme son intérêt et l'incertitude des événements le forçaient encore à se ménager tout à la fois l'amitié de Bismark et celle de Napoléon, il promettait à l'un le contraire de ce qu'il faisait

espérer à l'autre, tout en désirant et attendant un premier succès prussien pour jeter son masque d'hypocrisie.

Enfin la guerre éclate. L'Italie est déjà sous les armes, malgré les démentis réitérés de ses officieux; mais c'est pour *garantir le maintien de l'ordre*, avait dit à la Chambre le ministre Sella. Pendant ce temps, on répandait fort discrètement le bruit que le Gouvernement subalpin allait envoyer 300,000 hommes pour aider la France dans la formidable lutte qui venait de s'engager. Le prince Humbert devait commander en chef les troupes italiennes. Une autre nouvelle non moins importante semblait confirmer le bruit d'une alliance franco-italienne: la cession de Rome en était la récompense. On disait que les hauts employés des chemins de fer italiens avaient été convoqués à Florence et *sommés* par M. le ministre de la guerre de se tenir prêts à transporter, dans le plus bref délai possible, une armée de 100,000 hommes et tout un matériel de guerre *dans le nord de l'Italie*. Cela se passait vers le 18 ou le 20 du mois de juillet. Deux ou trois jours après, le projet relatif au chemin de fer du Saint-Gothard était approuvé par une commission de la Chambre italienne; et M. Brassier de Saint-Simon, ministre de la Confédération de l'Allemagne du Nord près le roi d'Italie, partait pour Berlin, où il allait sans doute rendre compte des bonnes dispositions du Gouvernement subalpin. Evidemment, le Cabinet de Florence se jouait de Napoléon; car, au lieu de marcher au secours de la France, les troupes italiennes allaient profiter de ses embarras pour conquérir Rome, après quoi elles remettraient bravement l'épée dans le fourreau.

Sur ces entrefaites, un comité, resté inconnu, organisait à Florence une démonstration en faveur de la neutralité de l'Italie et distribuait au peuple une espèce de proclamation, dont voici un extrait fort curieux: „La Prusse nous „a donné le Quadrilatère, grâce à la bataille de Sadowa;

„la Prusse garantit notre indépendance; la Prusse n'a „jamais offensé la dignité italienne. Les Italiens ne doivent „avoir qu'un seul cri: **Neutralité! Rome!** Que tous ceux „qui sentent dans leur cœur l'offense du **jamais**, et qui ont „encore le sentiment de la dignité nationale, ne manquent „point à l'appel.“ La démonstration eut lieu, bannières déployées; et les Italianissimes hurlèrent: *Mort à la France! Vive la Prusse!* Ils crièrent aussi: *Rome capitale!* Le Gouvernement de Florence n'eut pas beaucoup de peine à se laisser forcer la main.

Mais voilà que tout à coup le télégraphe annonce officiellement que les troupes françaises ont reçu l'ordre de quitter le territoire pontifical dans un délai très rapproché(1). Cette grave résolution avait été notifiée au Saint-Siège, le 27 juillet, en la motivant par une excuse assez vraisemblable: le Gouvernement français voulait avoir en ce moment toutes ses troupes disponibles. Le Cabinet de Florence, conformément à la Convention du 15 septembre, s'engageait à respecter et à faire respecter le territoire pontifical, en veillant l'arme au bras sur les frontières romaines. C'était mettre le loup aux portes de la bergerie. Quelques jours après, les troupes françaises s'embarquaient à Civitavecchia, abandonnant le Pape à l'alliée de la Prusse, ou peut-être fuyant sans combat devant une menace, qui sait? désertant un poste d'honneur pour une vaine promesse d'alliance déjà faite à Bismark. L'histoire nous révélera plus tard sans doute le mystère de cette retraite lâche ou perfide, qui n'a point sauvé la France d'épouvantables désastres, ni empêché la chute humiliante de Napoléon.

(1) Dès le 19 juillet, un télégramme de Florence annonçait à tous les journaux d'Europe que, le dogme de l'infaillibilité du Pape ayant été proclamé (18 juillet), le Gouvernement français avait résolu de retirer ses troupes de Rome. La nouvelle était vraie; le prétexte seul manquait de fondement.

Quoi qu'il en soit, voici une série de dates et de faits bien plus étonnante encore. Le 2 août, premier jour des batailles entre la France et la Prusse, le Gouvernement italien établit un cordon de troupes sur la frontière romaine pour protéger, disait-on avec hypocrisie, la Ville éternelle contre toute agression extérieure. Combat et prise de Sarrebruck par les Français. Le 3, M. Scialoja interpelle le Gouvernement sur la question de Rome. Il exprime le désir qu'on n'ait plus à déplorer un autre Aspromonte ou un autre Mentana, et il demande que le ministère agisse énergiquement. M. Visconti-Venosta lui répond : „*Nous respecterons la Convention de septembre*; car la violence ne peut résoudre une question morale telle que la question romaine. Le Gouvernement ne permettra donc à personne de lui enlever l'initiative de résoudre cette question;“ et M. Lanza ajoute à cette déclaration : „Le Ministère ne souffrira pas que l'action du Gouvernement soit remplacée par l'initiative privée.“ M. Scialoja prend acte de ces paroles et se déclare pleinement satisfait.

Le 4, l'armée française est battue à Wissembourg par des forces prussiennes très considérables, habilement cachées et massées dans les bois qui bordent la Lauter. L'évacuation des troupes de Rome continue ce jour-là avec une grande activité; elle avait été un peu retardée par le mauvais état de la mer. Les Italiens concentrent un nouveau corps d'armée sur la frontière pontificale. Un second Castelfidardo se prépare. Le 6, bataille de Wœrth. Un contre dix. Le maréchal Mac Mahon est complètement battu. Le drapeau français, salué dès le matin par toute l'artillerie des forts, ne flotte plus le soir à Cività-Vecchia. Le général Dumont s'embarque avec ses dernières troupes, qui s'en vont prendre part aux malheureuses défaites de la France. Quatre jours après, le Gouvernement italien appelle plusieurs classes sous les drapeaux. Florence se remplit

de troupes, comme à la veille de quelque grand combat. Qui menace donc le royaume d'Italie? ou plutôt qui menace-t-il? Sur ces entrefaites, M. Visconti-Venosta déclare pour la première fois à la Chambre que l'Italie restera neutre dans le conflit franco-prussien, et qu'il entretient de très bons rapports avec le Gouvernement austro-hongrois. La ligue des neutres(1) commence à se former, et le comte

- (1) L'idée première de la ligue des neutres fut adroitement inspirée par le Cabinet de Saint-Pétersbourg, dans l'unique but d'isoler la France et d'empêcher l'Autriche, l'Italie et le Danemark de prendre parti contre la Prusse. Le Cabinet de Florence s'y jeta à corps perdu, sans s'apercevoir qu'il servait naïvement des intérêts tout à fait contraires aux siens; car la Lorraine et l'Alsace ne sauraient suffire à l'appétit prussien. En effet, l'empire d'Allemagne, rêvé par la maison de Hohenzollern et M. le duc de Bismark, ne comprend pas seulement l'archiduché d'Autriche, la Bohême et le Tyrol; il s'étend jusqu'au Quadrilatère, un formidable rempart dans une guerre entre la race germanique et la race latine; il va même jusqu'à Venise, si nécessaire avec Trieste pour fournir un débouché au commerce allemand. Les Cabinets de Florence et de Vienne ne paraissent pas avoir compris le vaste programme de Berlin.

Un homme d'Etat, qui croit avoir deviné les projets de M. de Bismark, nous disait dernièrement que la Prusse n'a nullement l'intention de s'annexer les provinces tchèques et allemandes de l'empire d'Autriche, mais seulement de forcer par une nouvelle guerre le souverain de cet Etat à n'être plus qu'un simple vassal ou lieutenant de S. M. l'empereur d'Allemagne. La Russie tirerait le premier coup de canon sous un prétexte bien facile à trouver, et elle s'emparerait de la Galicie, pendant que les Serbes et les Valaques arrondiraient autour d'eux leur petit Etat; de sorte que l'empire d'Autriche, démembré à l'orient, au nord et au midi et ne pouvant plus espérer aucun secours de la France, écrasée à dessein pour vingt-cinq ans, se verrait forcé d'imiter la Bavière, le Wurtemberg et la Saxe. L'empire d'Allemagne, ainsi formé sous le militarisme prussien, deviendrait la plus redoutable puissance du monde. Tel serait, nous dit-on, le véritable rêve du roi Guillaume et de son premier ministre. Une seule chose pourrait toutefois contrarier les desseins du comte de Bismark, c'est la mort de l'empereur Alexandre; car le prince héréditaire de Russie paraît avoir une profonde antipathie pour les Allemands.

La ligue des neutres n'a donc été qu'une comédie, concertée entre le prince Gortschakoff et le duc de Bismark; ou plutôt ce fut une véritable souricière, habilement dressée pour prendre quelques diplomates innocents. Elle a tenu les puissances dans l'inaction et préparé la ruine de l'Autriche. Ce n'est pas la France vaincue, mutilée, écrasée, qui pourrait être d'un grand secours à la monarchie austro-hongroise dans

Arèse reçoit la mission de la proposer au Cabinet de Vienne, qui s'empressera bientôt d'y adhérer pour ne pas avoir une seconde guerre de 1866, mais avec la Russie cette fois. Désormais, M. le duc de Bismark peut ravager, piller, brûler impunément, ou bien annexer la France à l'empire d'Allemagne; aucune puissance ne l'en empêchera.

A mesure que nous approchons des grands événements, les préparatifs belliqueux de l'Italie deviennent de plus en plus formidables. On dirait qu'Attila avec ses hordes barbares se trouve aux portes du royaume subalpin. Du 14 ou 19 août, le maréchal Bazaine livre trois sanglantes et glorieuses batailles, qui furent presque des victoires, mais qui n'empêchèrent pas la jonction des armées prussiennes et ne les firent point reculer. Il est vrai de dire que le commandant des troupes françaises ne cherchait pas à rejoindre Mac Mahon. Son plan, dévoilé aujourd'hui par ses propres officiers, était de se retirer sous Metz pour y attendre la famine et capituler honteusement. Il préludait par des combats de géants pour livrer ensuite toute son armée à l'ennemi, après lui avoir fait subir pendant un long mois les horribles étreintes de la faim.

une guerre contre la Prusse ou contre la Russie. Quant à l'Italie, si empressée à entrer dans cette ligue, elle n'avait qu'un seul but : favoriser la politique prussienne, pour mieux ravir au Pape les derniers lambeaux de son pouvoir temporel. Nous verrons peut-être bientôt si Dieu a donné à M. Visconti-Venosta un brevet, sanctionnant les *aspirations nationales* du royaume subalpin.

Il nous paraît très important de faire remarquer ici que, le 19 juillet, le Conseil municipal de Vienne et le docteur Sturm, dans une séance du Conseil municipal de Brünn; en Moravie, avaient déjà demandé que l'Autriche restât complètement neutre dans le conflit franco-prussien, si elle ne voulait point marcher avec l'Allemagne contre *l'ennemi héréditaire de la patrie*. On sait que ces deux Conseils municipaux ne sont en général composés que d'Autrichiens borussianisants. Une autre remarque fort importante à faire, et qui confirme ce que nous disions plus haut sur les projets de M. le duc de Bismark, c'est qu'en général les Allemands d'Autriche sont pour une alliance avec la Prusse ou l'Allemagne; tendance qui est favorisée par toutes les gazettes bismarquistes de Vienne.

Pendant ce temps-là, (16 août), le président du Cabinet italien, M. Lanza, disait à la tribune de la Chambre qu'il „était urgent d'augmenter les forces du pays *pour assurer „la tranquillité intérieure“*, et il demandait l'appel immédiat de deux autres classes sous les drapeaux, plus un crédit de 40 millions qui seraient fournis par la Banque nationale. Trois frégates italiennes entrent dans la rade de Cività-Vecchia pour surveiller le port; et le général Bixio s'en va en pèlerinage révolutionnaire, non pas à Calcuta ou à Hong-Kong, ainsi qu'il en avait le projet, mais à Rome, où circulent déjà quelques sinistres figures préparant sans doute les voies aux envahisseurs. M. Visconti-Venosta, répondant au député Guerzoni, (19 août), a même l'impudence de déclarer en plein parlement que *la Prusse n'est point hostile aux intérêts et aux vues de l'Italie*, et il donne un démenti formel à toutes les déclarations contraires récemment publiées par les journaux. Un masque fatigue toujours celui qui le porte, fût-il homme d'Etat; c'est pourquoi M. le ministre parle cette fois à visage découvert. Si les catholiques borussianisants d'Allemagne ou d'Italie conservent encore quelque illusion sur une prétendue délivrance du Pape par les armes impériales du roi de Prusse, le temps seul peut les guérir de leur fâcheuse myopie.

Enfin, nous voici arrivés au dénouement de cette odieuse comédie, qui commence par un hypocrite respect de la Convention de septembre, et qui finit par l'invasion de l'Etat pontifical. Le 20 août, la Chambre italienne presse de nouveau le Gouvernement de compléter l'unité nationale, de *sauver le pays*, dit M. Nicotera, en s'emparant de Rome. La Gauche et la Droite sont parfaitement d'accord sur le but; elles ne diffèrent que sur les moyens. Celle-là veut à tout prix *sa capitale*; le moment d'ailleurs lui paraît très propice, dit M. Planciani, pour transporter ses pénates au Capitole ou au Quirinal. Celle-ci se contente de répondre

par l'organe de M. Pisanelli qu'elle *reconnait le droit des Italiens sur Rome*, mais qu'elle *ne veut pas d'un coup de main*: simple scrupule de conscience, si ce n'est pas une hypocrisie; c'était peut-être une volonté royale ou la peur de l'avenir.

Le 22, une batterie complète de douze canons est envoyée par ordre du Gouvernement italien sur la frontière pontificale. Le prince Napoléon, arrivé la veille à Florence, avait été immédiatement admis dans un conseil des ministres, convoqué pour le recevoir et entendre les communications qu'il était chargé de faire au Gouvernement. On disait que Son Altesse Impériale avait mission de solliciter et de presser une intervention de l'Italie en faveur de la France. On lui répond qu'il est trop tard, que l'armée n'était point prête pour une grande guerre et que d'ailleurs l'opinion publique ne se montrait point favorable à des entreprises belliqueuses contre la Prusse. D'autres prétendent que le cousin Rouge, connaissant les intrigues du comte de Bismark avec les révolutionnaires italiens, était allé précipiter la solution de la question romaine pour s'attirer la reconnaissance des frères et amis et avoir tout à la fois les bénéfices d'une pareille solution; misérable jeu, qui ne lui a point profité. Bismark avait devancé le trop habile cousin.

Quoi qu'il en soit, le ministre député, M. Sella, dans une réunion de la Gauche tenue le même jour en présence de Jérôme Napoléon Bonaparte, prenait l'engagement solennel, au nom de tout le Gouvernement, de faire occuper Rome très prochainement et de la déclarer capitale de l'Italie. C'est la *Riforma*, organe officiel et borussien de la Gauche, qui nous donne cette nouvelle. En effet, dès le lendemain, 23 août, le général Cadorna, à la tête de 60,000 hommes, commençait à envahir sur plusieurs points le territoire pontifical, pendant qu'une lettre de Florence, communiquée à l'*Osservatore romano* par Mgr. Negroni, ministre

de l'intérieur, affirmait de la manière la plus formelle que *le Pape n'avait rien à craindre*; que *le Gouvernement italien n'ordonnerait jamais à ses troupes de franchir les frontières pontificales*, et que *pas un soldat du roi ne mettrait les pieds sur le territoire du Pape*.

Cependant une frégate anglaise, la *Défense*, entrait presque en même temps dans le port de Cività-Vecchia, pour protéger la retraite du Pape et au besoin les enfants d'Albion (1). Le Cabinet de Londres entrevoyait déjà le fatal dénouement. De son côté, la France faisait partir en toute hâte une division navale cuirassée sous les ordres du contre-amiral Didelot, pour aller croiser sur les côtes pontificales, quoique sans aucune mission bien spécifiée, ce qui faisait pousser des cris de panthère à *l'Opinion nationale* de Paris. Le même jour et peut-être à la même heure, le *Journal de Rome* publiait la déclaration suivante: „Le „*Nord* affirme que le Vatican s'est jeté dans les bras de la

(1) Le 21 février 1871, Lord Oranmore dans la Chambre des seigneurs et Sir W. Johnston dans la Chambre des communes, deux fanatiques anglicans, interpellèrent le Gouvernement à ce sujet. Lord Granville et Sir Gladstone répondirent que la question de Rome et la liberté du Pape devaient préoccuper vivement la nation anglaise; car ils voyaient là une question politique et sociale d'un très grand intérêt. Il y a, en effet, dans la Grande-Bretagne huit millions des catholiques romains, disait le comte de Denbigh, en s'appuyant sur le témoignage de Lord Ellenborough et sur celui de Lord Brougham. Et ce nombre de huit millions s'accroît tous les jours en Angleterre, malgré les intrigues de la *Société biblique*. La Chambre des communes passa à l'ordre du jour sur cette question à une très grande majorité. La Chambre des Lords en fit autant.

Il résulte de cette double interpellation que les protestants, à quelques exceptions près, s'entendent tous, en France, en Angleterre et en Allemagne, contre le pouvoir temporel des Papes, dont ils célébreraient la chute définitive comme une victoire pour les sectes de Luther, de Calvin et de Henri VIII, ce prétendu réformateur de l'Eglise qui faisait si peu chrétiennement couper la tête à ses femmes pour en épouser une autre. Comment un roi de Prusse, protestant très fanatique, pourrait-il donc avoir la pensée de guerroyer contre l'Italie en l'honneur du pouvoir temporel? Le Grand-Turc actuel, à la tête de ses mahométans, nous paraîtrait plus digne de cette noble entreprise.

„Prusse, et le correspondant romain de cette gazette donne „même quelques détails à ce sujet. Nous pouvons affirmer „que ces assertions n'ont aucun fondement. Le Vatican ne „se jette que dans les bras du divin fondateur de l'Eglise „catholique.“ Tout cela est-il assez clair? Le Pape ne veut pas appeler à son secours un roi protestant qui écrase la France catholique, un souverain grand-maître de la franc-maçonnerie, l'allié des révolutionnaires italiens. Une chose pourtant est encore fort embrouillée, ce sont les intrigues diverses qui se sont faites en même temps à Paris, à Florence et à Berlin autour de la question romaine. Mais poursuivons notre curieux rapprochement de dates et de faits.

Quelques jours avant la mystérieuse catastrophe de Sedan, où l'on vit un empereur des Français rendre humblement son épée au roi de Prusse, le général Cadorna reçut l'ordre de rebrousser chemin, le *statu quo* étant encore maintenu pour quelques jours à Rome, afin de ne pas entraver la grande œuvre de l'entente entre les puissances neutres. L'empereur d'Autriche en avait fait une condition expresse des négociations. Le Gouvernement italien se fit donc très humble et très obéissant, puisqu'il désirait avant toutes choses établir cette fameuse ligue des neutres, à laquelle il travaillait avec la plus grande ardeur, moins pour son propre compte ou pour être utile à la France, que dans l'intérêt de Prusse et pour plaire à M. de Bismark. „Après tout, disait M. Visconti-Venosta un peu mortifié, „c'est une simple question de temps. Rome est désormais à „nous, inévitablement à nous. La diplomatie ne s'y oppose „pas en principe; elle nous invite seulement à prendre quel- „ques jours de patience et à nous occuper d'abord d'une „question politique beaucoup plus importante pour la paix „de l'Europe.“

La voilà donc résolue cette fameuse question de temps. L'armée de Mac Mahon n'existe plus; celle de Bazaine, en-

fermée sous les forts de Metz, est tenue en échec par 250,000 Prussiens; Napoléon, qui n'a pas su mourir avec honneur sur un champ de bataille, est prisonnier de guerre, et la France se voit dans la nécessité de concentrer à la hâte d'imposantes forces pour défendre sa capitale, qui va être bientôt investie de toutes parts. C'est ce moment-là que le Gouvernement de Florence choisit, *après avoir*, dit on, *obtenu l'agrément des puissances*, pour faire son odieux coup de main sur la cité des Papes. M. Minghetti est chargé de notifier cette décision au Cabinet de Vienne. Vit-on jamais une politique plus audacieuse, plus ingrate et tout à la fois plus infâme? L'athée Visconti-Venosta aurait dépassé son maître Machiavel, s'il n'était encore le mannequin de Bismark (1).

(1) Voici un article fort curieux publié le 3 septembre 1870 par *l'Opinione nazionale*, gazette italianissime de Florence. Nous engageons les catholiques allemands et italiens à le lire avec attention et à le méditer.

„Il y a plusieurs jours que le ministre de Prusse (le comte Brassier de Saint-Simon) s'est rendu pour la *quatrième fois* chez M. Visconti-Venosta. Il l'a entretenu de la situation de l'Italie, par rapport à la question romaine.

„Il ne lui a pas dissimulé que *l'intérêt de l'Allemagne demande clairement que l'Italie soit fortement et définitivement constituée*, afin qu'elle n'ait plus à subir l'influence française et qu'elle ait sa propre politique. *Le Gouvernement de Berlin verrait avec une vive satisfaction la solution de la question romaine dans le sens des aspirations italiennes*, pourvu qu'on trouvât le moyen d'assurer au Souverain-Pontife l'indépendance de son ministère spirituel.

„Il a ajouté que le Cabinet de Florence ferait bien de *profiter de l'occasion actuelle* et de ne pas attendre que les événements, qui se déroulent en France, fussent entièrement accomplis.

„Et comme M. Visconti - Venosta semblait objecter la nécessité de consulter les autres puissances européennes, avant de prendre une résolution, le comte Brassier de Saint-Simon lui aurait représenté:

„1° Que *le consentement de la Prusse était déjà quelque chose*;

„2° Que *celui de la Russie ne pouvait pas faire défaut*;

„3° Que l'Autriche, qui conseillait de ne pas renouveler la Convention de septembre et montrait de la mauvaise humeur à l'égard de la Cour de Rome, ne s'y opposerait certainement pas;

„4° Que, par conséquent, l'assentiment de l'Espagne ne pouvant être douteux, il ne restait que la France.

Mais comme on entrevoit une lutte très vive avec les troupes pontificales, on se hâte d'envoyer au général Cadorna des médecins et des ambulances, tout l'attirail des douloureux pansements sur un champ de bataille. On a même la précaution d'expédier au commandant en chef des employés pour le service de la poste et du télégraphe. Et quand les derniers préparatifs des guerres sont terminés, lorsque les envahisseurs subalpins n'ont plus rien à craindre de la France, et que l'escadre italienne a mis à la voile pour aller croiser devant Cività-Vecchia, dans le but de s'opposer au départ de Pie IX, alors le Gouvernement de Florence ordonne au général Cadorna „de franchir la frontière romaine, mais dans le cas seulement où *l'agitation*, „qui grandit sur le territoire pontifical, deviendrait menaçante pour la sécurité publique ou amènerait des conflits „entre les habitants et les *troupes étrangères*. L'armée italienne „ne devait point attaquer les troupes pontificales, ni la ville „de Rome, mais se borner à entrer là où elle serait appelée „par les habitants.“ Quelle misérable comédie! On dirait que le Gouvernement italien subit deux influences contraires, ou qu'une terreur mystérieuse a saisi sa conscience au moment où rien n'empêche plus l'attentat. Prendrait-il

„Mais la France, aurait ajouté le diplomate prussien, sera pendant bien des années dans l'impuissance de s'occuper des affaires des autres

„M. Visconti-Venosta ayant laissé tomber dans la conversation le mot de congrès, l'ambassadeur prussien, en prenant congé, lui aurait dit: Prenez garde! un congrès pourra se taire ou ratifier un fait accompli; mais il ne dépouillera jamais personne. Il pourrait, au contraire, arriver que l'idée de la neutralisation des provinces pontificales trouvât des défenseurs dans son sein.“

L'Opinione affirme que telle est la substance de l'entretien qui a eu lieu entre le comte Brassier de Saint-Simon et M. Visconti-Venosta, et elle ajoute que l'ambassadeur prussien aurait exprimé le même sentiment et avec le même cynisme diplomatique dans plusieurs conversations particulières. Un autre journal, la *Gazzetta d'Italia*, annonçait le même jour qu'avant la fin de septembre le Gouvernement italien serait transféré à Rome. Nous allons voir tout à l'heure qu'il était fort bien renseigné.

par hasard l'air d'une victime, marchant à contre-cœur pour faire la police dans le petit Etat de Pie IX? Quoi qu'il en soit, le crime va se commettre.

Le 11 septembre, les avant-gardes prussiennes ne sont plus qu'à quelques lieues de Paris; et la *Gazette officielle* de Florence annonce le même jour que „le roi vient d'ordonner au général Cadorna d'entrer avec ses troupes dans „les provinces romaines,“ afin de *maintenir l'ordre et d'assurer l'inviolabilité du sol italien, ainsi que la sécurité du Saint-Siège*. Il est vrai de dire que, depuis trois jours, quelques centaines de mauvais sujets faisaient un peu partout du vacarme, pour que les gazettes révolutionnaires pussent écrire avec une certaine apparence de vérité: „Une „grande agitation règne dans les Etats du Pape. Plusieurs „communes du territoire pontifical ont arboré *spontanément* „le drapeau italien et se sont insurgées aux cris de: Vive „le Roi! Les troupes royales sont partout accueillies avec „enthousiasme.“

Le 14, les Prussiens sont aux portes de Paris, capitale du monde civilisé, et les Italiens sont aux portes de Rome, capitale du monde chrétien. Il se livre quelques combats d'avant-poste autour des deux grandes cités, qui vont donner aux peuples des exemples bien différents, tout en subissant le même sort, du moins la même humiliation.

Le 16, Cività-Vecchia est livrée aux Italiens, sans avoir sauvé par un simple coup de canon l'honneur du drapeau; les Prussiens vont s'emparer de Versailles, et ils établiront définitivement leur quartier-général dans la cité de Louis XIV. Le port des Papes et la ville des rois tombent presque le même jour au pouvoir de l'ennemi. Chose étrange! la barbarie et le sacrilège semblent marcher d'un pas égal à l'accomplissement de leurs détestables projets. La Prusse veut écraser la France, qui la gêne dans son ambition. L'Italie prétend avoir le *droit* et le *devoir* de *sauver* le

Saint-Siège, l'Eglise et la Papauté des graves dangers qui les menacent (1). La Prusse conquiert l'Alsace et la Lorraine pour préserver d'une attaque ou d'une invasion ses frontières occidentales. L'Italie, tout aussi effrontée, ose dire que sa propre sécurité serait compromise, si elle persistait à *maintenir dans une enclave de la Péninsule un Gouver-*

- (1) Mais qui menaçait donc l'Eglise et la Papauté? Les révolutionnaires qui n'agissent et ne parlent jamais dans la question romaine sans la complicité du Gouvernement italien. En voici la preuve, tirée de la *Gazette officielle* d'Italie. Séance de la Chambre des députés, 24 janvier et 1^{er} février 1871. „La Papauté est le grand criminel, qui a été la cause des malheurs de „l'humanité.“ — „Ce sont les prêtres catholiques, qui ont excité les „peuples aux guerres fratricides.“ — „Le Pape a fait de la France le Caïn „de la race latine.“ — „Toutes les misères, toutes les souffrances que „nous subissons en ce bas-monde sont les conséquences de l'influence „religieuse.“ — „L'Eglise est la négation de la vérité et du roit.“ — „L'Eglise doit disparaître de l'Italie.“ — „Le catholicisme est un instrument „de discorde, de malheur; nous devons le détruire.“ — „La religion „catholique est une œuvre de satan; c'est une audacieuse tentative de „réaction. C'est notre ennemi. Il faut l'abattre.“

Le député Andreotti s'était écrié dans une autre séance de la Chambre qu'il fallait *faire une révolution contre le culte catholique*. Le député Micelli avait également dit qu'on devait *démolir la Papauté*. Un autre Italianissime, Castiglia, hurlait un jour en plein parlement que *le catholicisme est l'ennemi de l'Italie*; et Crispi avait vociféré, en accompagnant ses paroles d'un geste tragique: *Il faut le renverser*. Petrucci della Gattina, qui est tout à la fois écrivain et orateur, correspondant d'un journal parisien et député, demandait qu'on *écrasât le Pontife du Christ*. C'était une réminiscence voltairienne. Enfin, Garibaldi, cet aventurier gousteux et bilieux, dont les bandes ont laissé en Bourgogne une réputation bien méritée de buveurs et de pillards, a jeté tant d'injures contre l'Eglise et le Pape, en Sicile, en Italie et même dernièrement en France, qu'il faudrait écrire un volume pour en donner un simple extrait.

Une chose est à remarquer, c'est que le Parlement et le Gouvernement italiens ont entendu toutes ces odieuses paroles sans qu'il s'élevât une seule voix de protestation contre de tels insulteurs. C'est que le Ministère et la Chambre sont les complices naturels de cette œuvre insensée d'outrages. Le but commun était Rome, *capitale de l'Italie*; tous les moyens, *moraux* ou immoraux, leur semblaient bons. MM. Visconti-Venosta et Lanza avaient bien raison de dire que de *graves périls* menaçaient l'Eglise et la Papauté, si ce n'est qu'ils travaillaient eux-mêmes à accroître les périls!

nement théocratique en hostilité déclarée avec l'Italie(1). Même soif des conquêtes, même impudence des deux côtés, si ce n'est que la Prusse attaque une grande nation capable de se défendre, tandis que l'autre royaume menace un prêtre, un vieillard, qui ne peut et ne veut se défendre que pour sauver l'honneur, pour protester devant Dieu et devant les hommes contre la violence odieuse qui lui est faite par un insolent agresseur.

Le 18, Paris et Rome sont investis presque de tous les côtés, à l'exception d'un seul point. Le 19, l'investissement des deux capitales est complet. Les canons vont faire leur sanglant office. Quel singulier rapprochement! Mais voici quelque chose de bien plus singulier encore. Le quartier-général des troupes pontificales était ce jour-là au Vatican, chez le Roi des catholiques et des Romains; et le même jour, le quartier-général des Prussiens s'installait au château de Ferrières, chez le baron de Rothschild, cet ancien roi des banquiers et des juifs, ainsi nommé depuis fort longtemps par tous les peuples d'Europe, à cause de sa grande fortune. Quel contraste dans cette épouvantable mêlée, où se joue le sort de deux Etats!

Enfin, le 20 septembre, après une vive canonnade qui jette l'effroi et la consternation dans Rome et réduit en cendres la villa Bonaparte(2), le Pape ordonne à ses troupes de cesser le feu et livre aux envahisseurs la dernière ville de ses Etats, la ville-reine de la catholicité. Les troupes italiennes font leur entrée triomphale, à 10 heures du matin, *par la porte Pie*(3). Des bandes de vauriens

(1) Voir la circulaire de M. Visconti-Venosta aux représentants du roi d'Italie à l'étranger, en date du 7 septembre 1870, et la lettre du ministre Lanza au comte Ponza di San-Martino, 8 septembre de la même année.

(2) Les Italiens ont brûlé cette villa, et les Prussiens ont fait de la résidence impériale de Saint-Cloud un morceau de ruines. Ces deux faits sont authentiques.

(3) C'est également à 10 heures du matin que les Prussiens sont entrés à Paris.

soudoyés les accompagnent, en criant : „Vive l'Italie! Mort „aux prêtres! A bas le Pape!“ Quatre mois après, le 20 janvier 1871, à l'heure peut-être où, soixante-dix-huit ans auparavant, les ministres de la Convention signifièrent au roi Louis XVI son arrêt de mort, cause de tant de malheurs pour la France, Paris préludait à sa capitulation par un armistice de 48 heures. On voulait seulement de part et d'autre relever les blessés et enterrer les morts, tristes victimes des combats de la veille. Mais, la capitulation signée, les Prussiens entraient(1) dans la cité-forteresse, vaincue, non par les bombes ennemies, mais par la discorde et la faim.

Voilà de singulières coïncidences qui ressemblent presque à une conspiration, si ce n'est pas le doigt de

(1) Il n'est pas exact de dire que les Prussiens sont entrés dans Paris; car ils n'ont pas dépassé la place de la Concorde. Leurs avant-gardes seules sont allées jusqu'aux Tuileries et au Louvre. Il n'y a donc pas eu d'entrée triomphale, comme le prétendaient d'abord toutes les gazettes borussos-allemandes, mais une simple revue ou parade dans les longues et vastes allées, qui aboutissent à Paris, du côté de Versailles. Et même cette prétendue marche triomphale des Prussiens à travers deux ou trois grandes avenues ressemble un peu à l'entrée fort piteuse de Victor-Emmanuel dans Rome, si ce n'est que la voiture du roi d'Italie était entourée de *patriotes romains* qui criaient : „Vive notre roi!“ pendant que d'autres non moins *patriotes* hurlaient : „A bas les jésuites!“ Autour du cheval du roi Guillaume, il y avait comme un désert. La canaille seule, toujours curieuse, jamais patriote, beaucoup d'enfants, des marchands avides de gain et un certain monde sans pudeur entouraient les Prussiens; les véritables patriotes de Paris étaient restés chez eux. La douleur fuit de pareils spectacles.

Le parti militaire allemand voulait bien faire une entrée triomphale dans la grande cité, prise par la faim, et aller déjeuner au palais des Tuileries; mais le nouvel empereur d'Allemagne, beaucoup plus sage, s'y est opposé très énergiquement, dit-on. Il a sans doute pensé qu'il serait imprudent d'humilier une ville bombardée par ses ordres, et il s'est peut-être rappelé que, depuis le siècle de Voltaire, l'ami de son aïeul, la capitale de la France porte malheur aux souverains. Mais Rome, aussi, est fatale à certains rois! Que Victor-Emmanuel réfléchisse sur cette parole d'un éminent publiciste romain! Les foudres du vatican sont bien plus à redouter que la foudre du ciel, déchirant les nues avec un formidable éclat. L'homme n'a pas encore inventé un paratonnerre pour s'en garantir, si ce n'est la pénitence et le remords.

Dieu! Un seul contraste nous frappe. Le roi Guillaume s'était mis à la tête de ses troupes, et il assistait aux batailles. Le roi Victor-Emmanuel a fait conquérir Rome par un simple général. Sa conscience répugnait peut-être à une entreprise plus digne d'Attila que d'un roi chrétien!

Maintenant, que faut-il conclure de cet étrange rapprochement de dates et de faits? En attendant les révélations de l'histoire, nous croyons pouvoir affirmer que les deux alliées de 1866 sont restées fidèles à leur ténébreuse alliance pendant la guerre de 1870, et que le comte de Bismark a joué les catholiques d'Allemagne, en leur faisant croire que les armées prussiennes iraient délivrer le Pape, après la conclusion de la paix. Mais le baron d'Arnim n'a pas joué Pie IX, qui ne pouvait ni espérer, ni désirer un secours impossible. Mgr. Ledochowski, archevêque de Posen, ne nous démentira pas. Une chose nous étonne cependant, c'est qu'un prince de l'Église, fort connu par son intelligence et son amour pour le Saint-Siège, ait pu concevoir l'idée qu'un roi protestant et grand-maître de la franc-maçonnerie consentirait à envoyer des armées protestantes pour rétablir le Pape dans son pouvoir temporel. L'unité italienne est trop utile au roi Guillaume, l'amitié de l'empereur de Russie lui est trop chère et la Papauté trop indifférente, pour qu'un pareil rêve se réalise jamais. Ce n'est pas de l'Allemagne philosophique et protestante que le Pape doit attendre un puissant secours. Dieu lui en suscitera un autre, beaucoup moins intéressé à saisir cette occasion pour faire des conquêtes en Italie.

Mais, en supposant que le roi de Prusse ait réellement la pensée de se faire le gendarme de l'ordre en Italie, après avoir été l'impitoyable vautour de la France, on nous accordera bien sans doute que, pour une pareille entreprise, 300,000 hommes ne seraient pas de trop, sans parler d'un immense matériel de guerre aussi utile que des appro-

visionnements considérables pour l'entretien et la nourriture des troupes. Eh! bien, par où la Prusse fera-t-elle passer tout cela? Par la Bavière, dont le roi n'est plus qu'un simple lieutenant de S. M. l'empereur d'Allemagne, et qui, par conséquent, n'a pas d'ordre à lui donner, mais à en recevoir? Très bien. Mais, de la Bavière en Italie, il y a une province non prussienne qu'on nomme le Tyrol. L'empereur d'Autriche accordera-t-il à l'Aigle noire du Nord le passage des troupes allemandes sur le territoire de ses Etats? Voilà un premier obstacle qui n'est pas facile à surmonter, à moins qu'on ne suppose une guerre préalable entre les Austro-Hongrois et les Borusso-Germains. La chose ne nous paraît pas absolument impossible. Dans ce cas, la France pourrait bien saisir cette occasion pour prendre sa revanche, de sorte qu'au lieu d'aller à Rome faire le Charlemagne, le roi de Prusse s'en retournerait peut-être à Berlin, sans avoir franchi les montagnes du Tyrol. Les princes catholiques sauront bien délivrer le Pape, quand le moment opportun sera venu; ils n'auront pas besoin d'implorer pour cela l'intervention d'un souverain piétiste et franc-maçon.

Admettons cependant qu'il n'y ait pas de bataille entre les deux Aigles impériales d'Allemagne, et que le roi Guillaume renouvelle plus amicalement encore sur la joue de l'empereur François-Joseph le fameux baiser de Gastein; car, à quoi sert d'être belliqueux, quand tout peut s'arranger paisiblement autour d'un tapis vert? Quel avantage retirerait l'Autriche de sa condescendance envers la Prusse? L'honneur d'avoir contribué à la délivrance du Pape et tout à la fois au châtement de l'Italie? Ce serait quelque chose, surtout lorsqu'on a déclaré formellement dans le *Livre rouge* ne pouvoir rien faire pour l'indépendance de la Papauté, et qu'en effet l'empereur François-Joseph ne peut pass'exposer à une double guerre, dans laquelle il aurait cette fois

l'Italie en face, et la Prusse ou l'Allemagne entière dans le dos.

Mais il y a dans cette question une raison politique, fort grave pour l'Autriche, qui lui ferait un devoir de refuser le passage aux troupes allemandes. En effet, le roi Guillaume, après avoir remporté une nouvelle série de victoires sur les Italiens et retournant dans ses Etats, couvert de glorieux lauriers, ne pourrait-il pas attirer doucement à lui tous les Allemands autrichiens qui allument en ce moment des feux de joie en l'honneur des armes impériales de Prusse? L'aimant attire le fer; mais les Germains attirent aussi les Germains. On l'a vu pendant la dernière guerre. L'unité de l'Allemagne serait faite, et l'empire d'Autriche n'existerait plus. Le protestantisme prussien dominerait bientôt sur toute l'Europe. Il n'aurait délivré le Pape et brisé l'unité de l'Italie que pour mieux étouffer le catholicisme et l'empire des Hapsbourg; ce qui produirait de violentes réactions parmi les peuples catholiques et des guerres formidables. L'empire austro-hongrois ne pourrait pas cesser d'être, sans qu'il y eût en Europe un bouleversement général. Aucun homme d'Etat autrichien ne commettra donc jamais une faute aussi grave, à moins que l'empereur François-Joseph ne veuille régner à l'avenir que sur quelques millions de Croates, de Serbes, de Valaques, de Slovaques, de Polonais et de Magyars.

Les catholiques allemands nous diront peut-être que le roi de Prusse pourrait très bien marcher avec l'empereur d'Autriche contre les Italiens, comme cela eut lieu en 1863 dans la guerre du Schleswig-Holstein, ou demander le passage de ses troupes à la Suisse, ou bien encore attendre l'ouverture du Saint-Gothard. Nous ne répondrons que deux mots à ces trois utopies. L'Autriche ne marchera pas avec la Prusse contre les Italiens, de peur de tirer une seconde fois les marrons du feu pour les faire

manger aux Germains du Nord. On parle bien, il est vrai, depuis la capitulation de Paris, d'une Sainte-Alliance austro-prusso-russe; mais c'est une comédie prussienne, qui n'aurait certainement pas pour but le triomphe du catholicisme et le rétablissement du Pape dans ses Etats (1). Le passage à travers la Suisse ne sera ni demandé, ni accordé, pour ne point soulever de fâcheuses complications. Quant à l'ouverture du Saint-Gothard, dont le chemin de fer reliera tout le réseau allemand au réseau italien, c'est un gigantesque travail qui n'est pas encore commencé et ne sera probablement pas fini avant dix ans, quinze ans peut-être. Le royaume d'Italie pourrait bien ne plus exister alors. Par toutes ces raisons, il n'est pas vraisemblable que le roi de Prusse ait réellement à cette heure l'intention d'aller rétablir le pouvoir temporel du Souverain-Pontife. C'est un rêve qu'un homme d'Etat prussien ne saurait faire qu'après avoir ruiné l'empire d'Autriche et conquis le Tyrol. Nous ne révoquons pas en doute l'esprit de conquête, nous combattons l'utopie.

Et quel si grand intérêt aurait le roi Guillaume à s'en aller guerroyer contre les Italiens, pour rendre au Pape son pouvoir temporel, et à l'Eglise catholique sa splendeur d'autrefois? Guillaume le Batailleur ou le Conquérant n'est-il pas toujours ce roi fanatique et piétiste, qui regarde encore le Pape comme l'*Antechrist*, et pour qui Rome n'est rien de plus que la *Prostituée* ou la *Babylone*, dont Luther et Calvin parlaient à leurs sectaires avec tant de fiel de mépris? Ne sait-on pas que les Luthériens de la

(1) La *Correspondance de Genève*, organe des catholiques allemands, nous faisait, au contraire, entrevoir dernièrement, dans une lettre qui lui était adressée de Florence, la possibilité d'une triple alliance italo-prusso-russe contre la France et l'Autriche. On ne pense donc pas sérieusement à Florence et à Genève que le roi Guillaume ait l'intention de délivrer Rome et de rétablir le Pape dans ses Etats? — Voir le N^o du 19 mars 1871.



Prusse, de la Saxe et du Wurtemberg sont les plus fanatiques de tous les protestants (1)? D'autre part, les journalistes, les philosophes et les francs-maçons germains, ainsi que les démocrates, qui, tous, ont combattu avec autant d'ignorance que d'acharnement le dogme de l'infailibilité du Pape, verraient-ils avec plaisir leur roi s'en aller relever ce même pouvoir temporel qu'ils n'ont attaqué pendant si longtemps que pour mieux détruire le catholicisme et la Papauté? Et que dirait enfin l'empereur de Russie, dont l'amitié pour le roi de Prusse se manifestait encore dernièrement par un télégramme de pompeuses félicitations, s'il voyait son royal ami se faire le Charlemagne en Italie, après avoir été en France un barbare Attila? Il dirait probablement, ou il penserait que le roi Guillaume est devenu *papalin* dans ses vieux ans.

Une pareille idée est donc un rêve, si ce n'est pas une intrigue de M. le duc de Bismark pour intéresser à ses desseins pendant la guerre tous les catholiques borussos-allemands. Quelques Evêques ont donné dans le piège; mais, la guerre finie, les illusions vont s'évanouir. Le roi de Prusse ou son habile chancelier ne manquera pas de renvoyer les pieux intercesseurs aux calendes grecques, en leur faisant dire que les armées prussiennes ont besoin de repos. Qui sait même si les gazettes protestantes d'Alle-

(1) Un colonel prussien, le prince de Holstein, écrivait au mois d'août 1870 à M. Emile de Girardin une lettre fort curieuse pour lui annoncer que, le 15 septembre, il défilerait avec son régiment devant la maison du célèbre publiciste. Cette lettre est véritable modèle de haine protestante contre les catholiques, le Pape et le dogme de l'infailibilité. „La Prusse, dit ce „colonel luthérien, représente le progrès, la civilisation, l'avenir, la „science; la France ne représente que le passé et l'idiotisme catholique.“ — *Ab uno disce omnes.* — Nous regrettons de ne plus avoir sous les yeux ce chef d'œuvre de fanatisme protestant; il eût été bon de le faire connaître aux catholiques d'Allemagne pour les éclairer sur les véritables tendances religieuses du Gouvernement prussien. — Voir la *Liberté* du 15 au 25 août 1870.

magne ne se moqueront pas de la crédulité un peu naïve de certains *cléricaux*, s'imaginant qu'un roi piétiste et franc-maçon peut s'intéresser au Pape infallible, au Vicaire de Jésus-Christ, à celui qui excommunie tout à la fois le protestantisme, le philosophisme allemand et la franc-maçonnerie?

Quant à la question de savoir qui aura la puissance et la volonté de délivrer le Pape, nous n'avons pas à nous en occuper ici. Pie IX a confiance en Dieu. Que les catholiques soient donc inébranlables comme lui dans leur foi, et qu'ils tiennent pour certain que le Souverain-Pontife sera délivré. Les moyens, le jour et l'heure ne nous regardent pas; mais agitions-nous tous dans une action incessante et par la prière, afin que cette délivrance tant désirée arrive bientôt. Imitons surtout les ennemis de la Papauté: unissons-nous sans distinction de langage ou de race. L'union fait la force. Le Pape sera délivré par un secours humain, mais tout à fait providentiel, „de peur que les impies ne disent: Où est leur Dieu.“ *Nequando dicant gentes: Ubi est Deus eorum.* Il le faut pour l'indépendance du Pape et de la Papauté. Il le faut pour le triomphe de la religion, toujours militante, mais toujours victorieuse, et pour réprimer encore une fois l'insolent orgueil des fils de Voltaire. Il le faut dans l'intérêt même de l'Italie, devenue depuis si longtemps comme le foyer de toutes les sectes révolutionnaires d'Europe, après avoir été le berceau de la foi. Il le faut pour que la paix règne parmi les nations chrétiennes. Il le faut pour que Dieu ne manque pas à la plus solennelle de ses promesses: „Voici que je suis avec vous jusqu'à la „consommation des siècles.“ Il le faut aussi, et pourquoi ne le dirions-nous pas? il le faut pour le triomphe de Pie IX, pour cet auguste vieillard, qui, depuis vingt-cinq ans tout à l'heure, conspué, bafoué, méprisé, „affablé „maintenant des insignes d'une royauté dérisoire, à

„l'exemple du Christ(1)“, lutte pour la gloire de Dieu avec une confiance et un courage inébranlables contre les mortels ennemis de tout droit, de toute justice et de toute vérité. Puisque Dieu l'a maintenu si miraculeusement, pendant un quart de siècle et au milieu des périls de toutes sortes, sur le trône infailible de Pierre, Dieu doit lui faire voir ici-bas comment il sait réduire les ennemis de son Eglise à servir de marchepied au triomphe et à la gloire du Ciel. *Ponam inimicos tuos scabellum pedum tuorum.*

Mais, nous ne saurions trop le redire, le restaurateur de la Papauté dans son indépendance et dans ses droits, ne saurait être le roi Guillaume de Prusse. Celui qui a inventé un misérable prétexte pour démembrer(2) la France catholique et l'écraser sous le talon brutal de sa botte, ne peut être appelé de Dieu à jouer un pareil rôle. Les ravageurs sont des fléaux; ils détruisent et ne rétablissent pas. Dieu s'en sert comme d'un *instrument*(3) pour ses impénétrables desseins; puis, il les brise, comme furent brisés Attila, Napoléon I^{er} et tant d'autres, après avoir rempli une mission qu'ils ne comprenaient pas.

Trois puissances seulement, l'Autriche, la France et l'Espagne, ont un grand intérêt dans cet office de religion et d'honneur. Mais l'Espagne, jadis si catholique, est devenue depuis quarante ans la proie des révolutionnaires et des francs-maçons. Le prince, qu'on lui a donné pour roi, est italien; il ne marchera pas contre son propre sang; il aimera mieux tomber sans honneur, sans combats peut-être, après avoir inutilement porté durant quelques mois

(1) Lettre de Pie IX au cardinal Patrizi, à propos des prétendues garanties que lui offre le Gouvernement subalpin. — Voir le *Monde* du 19 mars 1871.

(2) Voir à la fin de cet opuscule.

(3) Le roi Guillaume a dit, en passant dernièrement ses troupes en revue, avenue de Longchamp, qu'il n'avait été dans cette guerre qu'un *instrument de la Providence*. Cette parole, qui renferme une grande et terrible vérité, a été publiée par tous les journaux. La France ferait bien de la méditer.

la noble couronne de Ferdinand et de Charles-Quint, une couronne qui ne lui appartient pas. Quant au roi légitime de cette fière nation, qui pourrait contribuer si puissamment à relever l'auguste trône de Pie IX, il vit à cette heure sur la terre de l'exil, attendant que le patriotisme espagnol se réveille et l'aide à conquérir le trône de ses aïeux. Son chevaleresque frère, l'infant Don Alphonse, a vaillamment combattu pour le Vicaire de Jésus-Christ; Don Carlos, roi, se montrerait digne du noble sang qui coule dans ses veines, et l'Espagne reprendrait alors son rang parmi les grandes nations. Pie IX prie avec ferveur pour les peuples chrétiens et les rois détrônés; il vaincra le Ciel. Espérons donc que le révolutionnarisme ne règnera pas toujours sur cette terre catholique, qui a chassé les Maures, après de si terribles combats!

L'Autriche ne peut pas se mêler de la question romaine par les mêmes raisons qui l'ont empêchée de s'immiscer dans la guerre franco-prussienne. Cependant, à voir l'apparente quiétude de son triple Gouvernement au milieu des plus graves périls, on pourrait croire qu'il préfère attendre une seconde catastrophe de 1866. Il convient toutefois de dire que, placée entre deux ennemis qui convoitent ses plus riches provinces, menacée par un troisième, formidable géant qui ne peut plus contenir ses vastes ambitions dans un empire immense, minée intérieurement par toutes sortes de conflits politiques et nationaux, l'Autriche ne peut pas courir les périlleuses aventures d'une guerre contre l'Italie, sans s'exposer à de nouvelles batailles contre la Prusse ou l'Allemagne, et peut-être aussi contre le redoutable colosse du Septentrion et tous ses satellites ou complices du Sud. Ce serait aller au devant d'un inévitable désastre, d'un triple Königgrätz, qui ruinerait la monarchie des Hapsbourg. Les vautours du Nord n'attendent qu'une occasion ou un prétexte pour dépêcer entre eux l'empire

austro-hongrois. Nous croyons savoir que l'auguste Pie IX comprend très bien les embarras de toutes sortes, où se trouve malheureusement à cette heure l'empereur François-Joseph. Il ne blâme pas le souverain; il le bénit, au contraire, publiquement; il prie pour lui du fond de son cœur (1). Car le monarque autrichien n'a point suscité, ni préparé en quelque manière que ce soit les graves événements qui frappent d'impuissance tous les amis de la Papauté; il les déplore, nous le savons; mais il est forcé de les subir, tout en *désirant au fond de son cœur*, nous dit Pie IX lui-même, *le triomphe de la religion et de l'Eglise*.

Quant à la France, qui aurait une si belle mission à remplir et en même temps une œuvre si utile à faire pour sa propre sécurité, elle est par malheur en travail de reconstruction politique, administrative, financière et militaire. Il lui faudrait un grand roi, un autre saint Louis ou tout au moins un Charles V, et elle n'a encore qu'un simple chef du pouvoir exécutif, intelligent, honnête et patriote, cela est vrai, mais presque sans force et sans autre autorité que son patriotisme pour gouverner la France, apaiser ou contenir les partis. On la menace même tout à la fois d'un second Robespierre, d'une Altesse Royale pour présider ou plutôt pour escamoter la jeune république, et d'un roi voltairien, naguère franc-tireur pour son ambitieux plaisir. On dirait vraiment que les démocrates veulent continuer l'œuvre des Prussiens et achever la ruine de notre édifice politique et social, déjà si ébranlé par de perpétuelles révolutions. Ils ne sont pas satisfaits des ruines et des flots de sang, dont ils ont couvert leur patrie depuis trois quarts de siècle; ils menacent de la bouleverser de fond en comble, s'ils ne règnent pas, s'ils ne

(1) Voir le récent discours du Pape à la députation, qui présentait au Saint-Père les hommages des catholiques autrichiens. (5 mars 1871.)

gouvernement pas. Ils se feraient peut-être encore une fois conventionnels et régicides, meurtriers d'une reine, insulteurs d'un auguste prince (1) et conspirateurs, pour s'emparer du pouvoir et fonder une seconde monarchie de juillet ou un quatrième empire, qui commencerait ou finirait par un sanglant 93 et tomberait par un juste châtement, comme sont tombés Louis-Philippe et Napoléon III (2).

Quoi qu'il en soit des funestes divisions qui règnent aujourd'hui d'un bout de la France à l'autre, après tant de terribles leçons et d'humiliantes catastrophes, la question romaine l'intéresse trop vivement, comme grande puissance catholique, pour oublier ce qu'elle se doit à elle-même et au Pape.

Mais, avant de songer à délivrer Pie IX, du joug qu'une fausse politique lui a si fatalement imposé, la France doit comprendre que les fils de Voltaire et les immortels principes de 89 ont fait leur temps, et qu'après tant de funestes expériences elle ne trouvera son propre salut que sous la monarchie d'un roi chrétien, sage, économe, régna

(1) Voir les infâmes articles publiés dans le *Morning Chronicle* de Londres, peu de jours après la naissance du duc de Bordeaux, c'est à dire dans les premiers jours du mois d'octobre 1820. — Consulter à ce sujet les *Mémoires de S. A. R. Madame la duchesse de Berry*, par Alfred Nettement.

(2) Au moment de la révolution de 1848, il y avait en France un dégoût général causé par la corruption qui gagnait déjà les sommités du monde officiel. Le Bonapartisme a ruiné la France; mais l'Orléanisme l'a divisée, corrompue, avilie. Le républicanisme et la démocratie en font un véritable foyer de discordes, où, depuis quatre-vingt-deux ans, se perpétuent tout à la fois les révolutions, les désastres et les avilissements. — Voir l'*Histoire des d'Orléans*, par Laurentie; toutes les *Histoires de la Révolution française*; l'*Histoire de dix ans*, par Louis Blanc, et *La Révolution c'est l'Orléanisme*, par M. de Lourdoueix, directeur de la *Gazette de France*. — La corruption était même si grande, qu'à la chute de Louis-Philippe il ne s'éleva pas une seule voix pour le défendre. La troupe elle-même défendit à peine l'honneur des armes. *Quique ipse miserrima vidi*. On semblait dire par toute la France: „La mesure était comble! Laissons passer la justice de „Dieu!“ Le même sentiment s'est manifesté à la chute de Napoléon III.

avec justice, mais gouvernant avec une énergique fermeté. Ce roi, ce sauveur ne peut être qu'un descendant de saint Louis, un petit-fils de Louis XIV, le comte de Chambord. „Conservez bien cet enfant, disait en 1830 „Odilon Barrot aux personnes qui accompagnaient ce „jeune prince sur la terre de l'exil! C'est le dernier espoir „de la France.“ Dieu l'aurait-il également conservé pour le triomphe de l'Eglise et la délivrance de Pie IX? Un prochain avenir nous le dira.

NOTE.

Nous ne pouvons résister au plaisir de publier ici l'admirable lettre de Mgr. l'évêque d'Angers, suppliant le roi de Prusse, au nom des Alsaciens, au nom de la paix et au nom de Dieu, de ne point démembrer la France, de ne pas faire une conquête qui serait funeste à l'Allemagne. C'est une fort belle page d'histoire, déjà traduite en presque toutes les langues d'Europe, et qui restera dans les tristes annales de cette guerre comme un éloquent modèle des plus nobles sentiments, inspirés par l'amour de la patrie. Il n'y a qu'un prince de l'Eglise qui puisse avoir le droit de parler ainsi à un conquérant.

„Sire, au moment où l'Assemblée nationale va délibérer à Bordeaux sur les conditions de la paix, permettez à un Evêque français, enfant de l'Alsace, d'élever la voix pour plaider auprès de Votre Majesté la cause de sa patrie. Je cède à un besoin du cœur, comme je remplis un devoir de conscience en faisant une démarche à laquelle je me sens autorisé par mon origine et par mon caractère.

„La guerre a été favorable à vos armes; vous avez eu, Sire, la plus haute fortune militaire qui puisse échoir à un souverain, celle de vaincre les armées de la France. Ne soyez pas surpris d'entendre dire à un ministre de l'Évangile qu'il vous reste à vous vaincre vous-même. Autant le succès peut flatter une âme guerrière, autant la modération après la victoire a de quoi séduire un cœur généreux. L'Écriture-Sainte l'a dit: „Celui qui sait se „dominer est supérieur à celui qui prend des villes.“

„Dans la vie des peuples, d'ailleurs, la guerre ne saurait être qu'un accident; c'est à leur procurer le bienfait d'une paix durable que doivent tendre les efforts de ceux qui les gouvernent.

„Il semble résulter de divers documents que la cession de l'Alsace serait l'une des conditions proposées pour la paix future. Si telle était votre pensée, Sire, je supplierais Votre Majesté de renoncer à un projet non moins funeste à l'Allemagne qu'à la France. Croyez-en un Evêque qui vous le dit devant Dieu et la main sur sa conscience: l'Alsace ne vous appartiendra jamais. Vous pourrez chercher à la réduire sous le joug; vous ne la dompterez pas.

„Ne vous laissez pas induire en erreur par ceux qui voudraient faire naître dans votre esprit une pareille illusion. J'ai passé en Alsace vingt-cinq années de ma vie, je suis resté depuis lors en communauté d'idées et de sentiments avec tous ses enfants; je n'en connais pas un qui consente à cesser d'être Français. Catholiques ou protestants, tous ont sucé avec le lait de leurs mères l'amour de la France; et cet amour a été, comme il demeurera, l'une des passions de leur vie. Pasteur d'un diocèse, où, certes, le patriotisme est ardent, je n'y ai pas trouvé, je puis le dire à Votre Majesté, un attachement à la nationalité française plus vif ni plus profond que dans ma province natale.

„Le même esprit vivra, soyez-en sûr, dans la génération qui s'élève comme dans celles qui suivront: rien ne pourra y faire, les séductions pas plus que les menaces. Car, pour s'en dépouiller, il leur faudrait oublier, avec leurs devoirs et leurs intérêts, la mémoire et jusqu'au nom de leurs pères, qui, pendant deux cents ans, ont vécu, combattu, triomphé et souffert à côté des fils de la France; et ces choses-là ne s'oublient point: elles sont sacrées comme la pierre du temple et la tombe de l'ancêtre. Les épreuves de l'heure présente ne feront que resserrer des liens scellés une fois de plus par des sacrifices réciproques.

„L'union de l'Alsace avec la France n'est pas, en effet, une de ces alliances factices ou purement conventionnelles, qui peuvent se rompre avec le temps et par le hasard des événements; il y a entre l'une et l'autre identité complète de tendances, d'aspirations nationales, d'esprit civil et politique.

„Que la langue allemande se soit conservée dans une partie du peuple, peu importe, si depuis deux siècles cette langue ne sait plus exprimer que des sentiments français. Le Breton du Finistère est-il anglais, parce que son langage ressemble à celui des pays de Galles et de Cornouailles? Les descendants de Guillaume Tell cessent-ils d'être suisses, parce qu'ils ont gardé l'idiôme de leurs vainqueurs d'autrefois?

„Votre Majesté connaît trop l'histoire pour s'arrêter à un fait dont on abuse étrangement, à savoir, que l'Alsace a été incorporée pendant des siècles à l'empire d'Allemagne; car personne ne devrait ignorer que la priorité historique est en faveur de la domination française, et que, sous la première dynastie de nos rois, du IV^e au X^e siècle, l'Alsace n'avait jamais cessé de faire partie du royaume des Francs. Mais qu'importent encore une fois des questions qui

appartiennent désormais au domaine de la linguistique et de l'archéologie?

„Les Alsaciens, et c'est le point capital, sont français de cœur et d'âme; et quoi que l'on puisse faire dans l'avenir, les petits-fils des Kléber, des Kellermann et des Lefebvre n'oublieront jamais le sang qui coule dans leurs veines. Et dès lors, Sire, j'ose demander à Votre Majesté de quel profit pourrait être pour l'Allemagne la possession d'une province sans cesse attirée vers la mère-patrie par ses souvenirs, par ses affections, par ses espérances et ses vœux? Ne serait-ce pas là une cause d'affaiblissement plutôt qu'un élément de force! un sujet permanent de troubles et d'inquiétudes, au lieu d'une garantie de paix et de tranquillité!

„Et la France, Sire, la France qui peut être vaincue, mais non anéantie, acceptera-t-elle dans l'avenir une situation qu'on la forcerait de subir aujourd'hui? Pour elle, sauver l'Alsace, équivaut au sacrifice d'une mère à laquelle on arrache l'enfant qui ne veut pas se séparer d'elle. Ce sacrifice, l'Assemblée nationale le fera ou ne le fera pas; elle est souveraine, et je m'incline d'avance. Mais ce qu'elle ne pourra pas faire, malgré son bon vouloir et sa sincérité, c'est de détruire dans l'âme des Alsaciens leur attachement à la mère-patrie; ce qu'elle ne fera jamais, c'est de fermer une plaie qui restera saignante au cœur de la France.

„Votre Majesté a trop de pénétration d'esprit pour ne pas voir, avec toute l'Europe, qu'un pareil démembrement ouvrirait la voie à des revendications perpétuelles. Au lieu d'opérer un rapprochement, qui est dans les vœux de tous, on ne ferait qu'allumer entre deux grands peuples des haines irréconciliables. Il est impossible de se le dissimuler, une si grave atteinte portée à l'intégrité du territoire français laisserait dans les cœurs des ferments de colère

qui éclateraient tôt ou tard et ramèneraient la guerre avec toutes ses horreurs.

„Quelle triste perspective pour les deux pays!

„Serions-nous donc condamnés à revoir des guerres de trente ans à une époque, où les progrès de la civilisation et la multiplicité des relations industrielles et commerciales semblaient avoir rendu impossible à jamais le retour de ces luttes fratricides? Et qui donc voudrait assumer devant Dieu et devant les hommes la responsabilité d'un pareil avenir?

„L'histoire enseigne que les paix durables sont celles qui profitent au vainqueur sans exaspérer le vaincu. Si Votre Majesté ne cède pas à l'idée de vouloir séparer de la France une province qui ne veut être allemande à aucun prix, elle peut assurer la paix pour longtemps. Car, dans ce cas, nous n'hésitons pas à le dire, il n'y aurait aucun motif pour la France de reprendre les armes: son passé lui permet d'avouer sans honte qu'elle a été surprise; et ce qu'elle a pu faire depuis quatre mois, au milieu d'une désorganisation sans pareille, montre assez de quoi elle serait capable avec une meilleure direction de ses forces. Mais, Votre Majesté l'avouera sans peine, la raison et l'intérêt commandent de ne pas infliger à l'amour-propre national des blessures incurables.

„Ce sera notre devoir, à nous, ministres de l'Évangile, d'apaiser des ressentiments qui n'auraient plus de raison d'être; mais, en exigeant que la France se mutile de ses propres mains, vous nous rendriez, Sire, la tâche impossible. Tous nos efforts échoueraient contre le poids d'une humiliation intolérable, alors même que la foi et le patriotisme ne nous feraient pas une obligation de conseiller au pays la mort plutôt que le déshonneur.

„Sire, les événements vous ont fait une situation telle, qu'un mot de votre part peut décider pour l'avenir la

question de la paix ou de la guerre en Europe. Ce mot, je le demande à Votre Majesté, comme Alsacien, pour mes compatriotes qui tiennent à la patrie française par le fond de leur cœur. Je vous le demande pour la France et pour l'Allemagne, également lasses de s'entretuer sans profit ni pour l'une ni pour l'autre.

„J'ose enfin vous le demander au nom de Dieu, dont la volonté ne saurait être que les nations, faites pour s'entraider dans l'accomplissement de leurs destinées, se poursuivent de leurs haines réciproques et s'épuisent dans des luttes sanglantes. Or, laissez-moi, en terminant, le répéter avec tout homme qui sait réfléchir: la France laissée intacte, c'est la paix assurée pour de longues années, la France mutilée, c'est la guerre dans l'avenir, quoi que l'on dise, et quoi que l'on fasse. Entre ces deux alternatives, Votre Majesté, justement préoccupée des intérêts de l'Allemagne, ne saurait hésiter un instant.

„C'est dans cet espoir que j'ai l'honneur d'être, Sire, de Votre Majesté, le très-humble serviteur,

Charles-Emile Freppel,

Evêque d'Angers.“

Angers, le 12 février 1871.



B257009